

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1218

24 mai 2013

SOMMAIRE

ABF Lux SA	58438	Kglynvest - Mundi S.A.	58433
AC Technologies	58428	LS Alloys	58418
AIPP Asia	58462	Marquisaat	58422
AIPP Asia Select	58461	Melampyre S.A.	58427
Angeli Sàrl	58462	Miba Lux Services S.à r.l.	58461
Asal S.A.	58463	Mineta S.A.	58419
Business Contact Holding S.A.	58429	Nerthus Invest S.A.	58430
BZ Fine Funds	58427	Northland Resources S.A.	58433
CapitalatWork Alternative Fund	58420	Parvest	58423
Caribe Holding S.A. SPF	58421	Patrilux S.A.	58419
Centurion SICAV-SIF S.C.A.	58419	Pegas Nonwovens SA	58423
Cicerono Group S.A.	58418	Quacis, Cap. Inv. Gesto.	58436
Cinematlux S.A.	58437	Sandblue International S.A.	58430
Coriant International S.à r.l.	58452	Sicav Patrimoine Investissements	58429
CYCLAMEN Spf, S.A.	58430	Socipar S.A.	58420
Electricité Wagner S.A.	58463	Soleil Finance S.A.	58418
Espirito Santo Control S.A.	58436	Soparlec Spf S.A.	58422
Gamon Holding S.A.	58464	Tandil SPF S.A.	58422
Gay Time Ltd.	58428	Taurus Trust Familienfonds SICAV FIS	
Gene Alpi S.A.	58432		58439
Global Brands S.A.	58431	TCFE Immo S.A.	58438
Green Time S.A.	58464	TFIN S.A.	58431
ICE IP S.A.	58421	Thalan S.A., SPF	58423
Ideal Invest Sicav	58437	TwinLux ValueInvest SICAV-SIF	58421
Immo Nord SA	58432	VCH	58462
Invest 2000 S.A.	58438	Venezuela Investment Company S.A.	58427
Jef Financière S.A.	58429	Willow Corp S.à r.l.	58464
Katoen Natie Group S.A.	58432		

Cicerono Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 35.932.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 10 juin 2013 à 11:30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062754/696/17.

Soleil Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 57.732.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 10 juin 2013 à 09:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062755/696/18.

LS Alloys, Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 71, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 82.463.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, le mardi 11 juin 2013 à 11 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 2012;
- Approbation des comptes 2012;
- Affectation du résultat;
- Décharges à donner aux administrateurs;
- Décharges à donner au Réviseur d'Entreprise;
- Divers.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de cette assemblée. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés votants.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062756/19.

Patrilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 30.409.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *17 juin 2013* à 10 heures 30 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport du commissaire pour l'exercice comptable clôturant le 31 décembre 2012 et approbation des comptes annuels;
2. Affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

Référence de publication: 2013064300/15.

Mineta S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 17.957.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le lundi *10 juin 2013* à 10.00 heures au 163, rue du Kiem à L-8030 Strassen, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du bilan arrêté au 31 décembre 2012.
2. Présentation du rapport intermédiaire des liquidateurs.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur cinq jours francs avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire, soit le lundi 3 juin 2013 entre 13.00 et 16.00 heures au siège social 2, rue du Fort Wallis à Luxembourg.

Le Collège des Liquidateurs.

Référence de publication: 2013065133/17.

Centurion SICAV-SIF S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 146.955.

Centurion Investment Partners S.à r.l., the general partner of the Company, is pleased to invite the shareholders of the Company to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders which will be held on *27 June 2013* at 9:30 a.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

- Presentation, discussion and approval of the financial statements of the SIF for the financial year ending February 15, 2012;
- Discharge to the general partner for the execution of its mandate during the financial year ending February 15, 2012;
- Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation;
- Appointment of the liquidator;
- Determination of the powers to be given to the liquidator and of the liquidator's remuneration;
- Proposal to and vote by the shareholders for the Company to make an in-kind distribution to the shareholders of the total net assets of the Company in the form of investment units in the Company's investments in underlying funds;
- Acknowledgment and approval by the shareholders that they will receive a distribution-in-kind of the Company's net assets in the liquidation; and

- Miscellaneous.

In order to vote at the Meeting, you may be present in person provided that the Company has been informed, for organisational reasons, in writing of your attention to attend the Meeting by Monday 24 June 2013, 12:00 at the latest. Should you not be able to attend this meeting, you may be represented by any person to whom you grant a proxy from. Proxy form is available upon request at the registered office of the Company. The completed, dated and signed proxy form must be returned by email to: opc@eurobankpb.lu on Monday 24 June 2013, 12:00 at the latest and original by post to the attention of Mr Miguel Contreras.

Référence de publication: 2013064299/32.

Socipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 5.781.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg le lundi 10 juin 2013 à 14 heures.

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social de la société.
2. Changement de la date de l'Assemblée Générale Annuelle et modification subséquente de l'article 11 des statuts de la société.
3. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065830/16.

CapitalatWork Alternative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.077.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SICAV convoquée le 23 mai 2013 n'ayant pu valablement délibérer faute de quorum, les actionnaires de la SICAV sont conviés à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires de la SICAV qui se tiendra le mardi 25 juin 2013 à 14.30 heures auprès de l'étude de Maître Baden, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Remplacement des références à la loi du 10 décembre 2002 par la loi du 17 décembre 2010;
2. Modification de l'article 17 des statuts de la SICAV afin de permettre à la SICAV de désigner une société de gestion soumise au chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 et de préciser que la nomination et la révocation des prestataires de la SICAV, y compris, le cas échéant, la société de gestion, fait partie des attributions du Conseil d'Administration qui statuera en la matière à la majorité des administrateurs présents ou représentés;
3. Divers.

Le projet de nouveaux statuts de la SICAV est disponible sur demande auprès du siège de la SICAV.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises par vote favorable d'au moins deux tiers des voix des actions présentes ou représentées lors de cette assemblée.

Si vous n'êtes pas en mesure d'assister à cette assemblée, un formulaire de procuration donnant le pouvoir de vous faire représenter par une autre personne est disponible sur demande au siège social de la SICAV. Il devra être renvoyé au plus tard 24 heures avant la date de l'assemblée à CapitalatWork Alternative Fund c/o RBC Investor Services Bank SA, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services - Madame Aurore ALEXANDRE (Fax N° +352 / 2460-3331).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013065839/755/28.

ICE IP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 3, rue des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 116.256.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, en date du 7 juin 2013 à 18 h avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Référence de publication: 2013065833/9172/17.

Caribe Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.749.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 12 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065840/788/16.

TwinLux ValueInvest SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 157.550.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am Dienstag, den 11. Juni 2013 um 11.00 Uhr, in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

I. Der Verwaltungsrat soll zu den nachfolgend angegebenen Tagesordnungspunkten der bevorstehenden ordentlichen Generalversammlung am 11. Juni 2013 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz die jeweiligen Vorschläge beschließen, die der Generalversammlung unterbreitet werden sollen:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2012.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Neuwahlen des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
6. Ernennung des Abschlussprüfers.
7. Verschiedenes.

II. Verschiedenes

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der für seine Aktien spätestens am Donnerstag, den 6. Juni 2013 am Gesellschaftssitz eine Bescheinigung hinterlegt, dass die Aktien für die Dauer der Generalversammlung blockiert sind. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013065846/755/29.

Marquisaat, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.562.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 13 juin 2013 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065841/833/17.

Soparlec Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.482.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13.06.2013 à 14.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013065843/18.

Tandil SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 34.945.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 13/06/2013 à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;

- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013065844/18.

Parvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 33.363.

The STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Thursday, *June 20, 2013* at 11.00 a.m., at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, block A, ground floor, 33 rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and of the auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial period closed as at February 28, 2013 and allocation of the results;
3. Discharge to the Directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented; account shall not be taken of abstentions. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote. Fractional shares shall have no voting right.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013065842/755/26.

Thalan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 149.023.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le *13 juin 2013* à 09.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065845/833/18.

Pegas Nonwovens SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.044.

IS HEREBY GIVEN that the

ANNUAL GENERAL MEETING (AGM)

of the shareholders of PEGAS NONWOVENS S.A. (PEGAS) is convened to be held at Hôtel Le Royal, 12, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, on Monday 17 June 2013 at 11.00 a.m. Central European Time (CET), to consider and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Election of the Scrutiny Committee (Bureau) of the Meeting.
2. Presentation and discussion of the report of the auditors regarding the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2012 and of the report of the Board of Directors of PEGAS on the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2012.
3. Approval of the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2012.
4. Allocation of the net results of the financial year ended 31 December 2012 and distribution of a dividend in the amount of EUR 9,690,870, i.e. EUR 1.05 per share.
5. Discharge of the liability of the members of the Board of Directors and the auditors of PEGAS for, and in connection with, the financial year ended 31 December 2012.
6. Appointment of the members of the Board of Directors of PEGAS.
7. Appointment of a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises") to review the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year to end 31 December 2013.
8. Approval of a remuneration policy for non-executive directors for the financial year 2013.
9. Approval of a remuneration policy for executive directors for the financial year 2013.
10. Miscellaneous.

Voting rights, quorum and majority:

The share capital of PEGAS is composed of 9,229,400 shares with voting rights.

Each share is entitled to one vote. Therefore, there is a total of voting rights of 9,229,400.

In respect of items 1 to 10 of the above agenda, no specific quorum is required for the valid deliberation or acknowledgement of the AGM and the resolutions are taken by a simple majority of the votes cast by the shareholders present or represented at the AGM.

Correspondence voting forms that have not been received by PEGAS prior to the AGM within the time period as further determined herein or which indicate neither the direction of a vote nor an abstention are void and therefore not taken into account for the calculation of the votes cast.

Other information

I. Right to propose new items to the agenda and to file draft resolutions

One or several shareholders representing, individually or collectively, at least 5% of the share capital of PEGAS may require that some additional items be put on the agenda of the AGM and propose draft resolutions with regards to items included or to be included in the agenda of the AGM.

These rights shall be exercised in writing and shall be submitted to PEGAS by mail at the following address: PEGAS NONWOVENS S.A., 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, attn.: the Board of Directors, OR to the following e-mail address of PEGAS: iro@pegas.cz, at least twenty-two days before the AGM, i.e. no later than on 26 May 2013, and the revised agenda will be published by PEGAS at least fifteen days before the AGM, i.e. no later than on 2 June 2013.

The shareholders who send a request to PEGAS to add an item on the agenda of the AGM must send together with their request a justification thereof or a draft of the resolution to be adopted at the AGM. They must indicate the mail or e-mail address where PEGAS may send the acknowledgment of receipt of their request within forty-eight hours upon receipt of such request.

II. Right to have access to the documents and information related to the AGM

The following documents and information related to the AGM and the items of its agenda are available to the shareholders (i) at the above mentioned address of PEGAS, (ii) at the following address of PEGAS NONWOVENS s.r.o.: PEGAS NONWOVENS s.r.o., Prímetská 86, 669 04 Znojmo, Czech republic, and (iii) on the PEGAS' website, www.pegas.lu or www.pegas.cz:

- this convening notice;
- the form of notification of participation at the AGM;
- the total number of shares and voting rights on the date of the convening notice;
- the proxy form and the correspondence voting forms;
- the draft resolutions of the AGM and their justification; and
- the 2012 annual financial report of PEGAS including (i) the annual accounts for the financial year ended 31 December 2012, (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2012, (iii) the Board of Directors' report and auditor's report, (iv) the list of members of the Board of Directors and auditor(s), and (v) the list of sovereign debt, shares, bonds and other company securities making up the portfolio of PEGAS.

The shareholders may also receive a copy of the above mentioned documents by sending a request by mail or e-mail to the above mentioned address of PEGAS.

III. Right to participate at the AGM in person or represented by way of a power of attorney or by vote by correspondence

The rights of a holder to participate in the AGM and to vote in respect of his shares shall be determined with respect to the shares held by that holder on Monday 3 June 2013 at 11.59 p.m. CET (the Record Date).

1. Shareholders holding their shares through Euroclear Bank S.A./N.V. as operator of the Euroclear system (hereinafter Euroclear) or Clearstream Banking, société anonyme (hereinafter Clearstream), directly as a participant of such systems

All shareholders holding their shares through the clearing and settlement systems maintained by Euroclear and/or Clearstream who wish to take part in the AGM must:

* arrange well in advance of the Record Date with Euroclear and/or Clearstream, as applicable, to issue a certificate or an extract from their securities account, evidencing that such shares are registered on their securities accounts as of the Record Date together with the name of the account holder and the number of shares held; the relevant certificate or extract duly completed and signed by Euroclear and/or Clearstream, as applicable, needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET; AND

* notify PEGAS of their intention to participate and vote at the AGM by sending a duly completed and signed form of notification of participation at the AGM to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET; shareholders may download the form of notification of participation at the AGM from the above mentioned PEGAS' website, or request this form, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

Only shareholders whose relevant certificates or extracts have been received by PEGAS by Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET (either by registered mail or by e-mail followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), will be eligible to participate and vote in the AGM.

Such shareholders may participate and vote at the AGM in person, by proxy or by correspondence:

* Shareholders who wish to take part in the AGM in person or by proxy or vote by correspondence need to download the form indicating their attendance in person or by proxy or the correspondence voting form from the above mentioned PEGAS' website, or request those forms, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

* The form indicating their attendance in person or by proxy, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned addresses of PEGAS (either by registered mail or by e-mail, followed by the delivery of its original at the date of the AGM) so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET.

* The form for voting by correspondence, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS (only by registered mail) so that it will be received by PEGAS no later than on Sunday 16 June 2013, at 11.59 p.m. CET.

2. Shareholders holding their shares through Centrální depozitár cenných papírů, a.s. (formerly UNIVYC, a.s.; hereinafter CDCP)

All shareholders holding their shares through the clearing and settlement system maintained by CDCP who wish to take part in the AGM must:

* arrange well in advance of the Record Date with the relevant financial intermediary holding the shares for their account, which is a member of CDCP, to register their name and number of votes to be exercised during the AGM with CDCP no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET so that they will appear on the list of shareholders registered for the AGM prepared by CDCP as of the Record Date, at 11.59 p.m. CET; the financial intermediaries must send the registration requests in writing to the operational department of CDCP at cdcp@pse.cz; AND

* notify PEGAS of their intention to participate and vote at the AGM by sending a duly completed and signed form of notification of participation at the AGM to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET; shareholders may download the form of notification of participation at the AGM from the above mentioned PEGAS' website, or request this form, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

Only shareholders who have been registered with CDCP no later than on the Record Date, at 11.59 p.m. CET, and whose name and number of votes to be exercised during the AGM appear on the list of shareholders registered for the AGM prepared by CDCP as of the Record Date, at 11.59 p.m. CET, will be eligible to participate and vote in the AGM.

Such shareholders may participate and vote in the AGM in person, by proxy or by correspondence according to the following process:

* Shareholders who wish to take part in the AGM in person or by proxy must request a form indicating their attendance in person or by proxy from the financial intermediary holding the shares for their account, or alternatively download the

form from the above mentioned PEGAS' website, and send the duly completed and signed form either directly or through the financial intermediary holding the shares for their account to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET.

* Shareholders who wish to vote by correspondence must request a correspondence voting form from the financial intermediary holding the shares for their account, or alternatively download the form from the above mentioned PEGAS' website, and send the duly completed and signed form either directly or through the financial intermediary holding the shares for their account to the above mentioned address of PEGAS (only by registered mail) so that it will be received by PEGAS no later than on Sunday 16 June 2013, at 11.59 p.m. CET.

The registration of a shareholder with the CDCP shall not subject such shareholder's right to sell or transfer in whatsoever manner its shares as from the Record Date to the date of the AGM to any limitations other than those to which a shareholder may be subject at any other time

3. Shareholders holding their shares through the Polish National Depository for Securities (Krajowy Depozyt Papierów Wartościowych Spółka Akcyjna) (the NDS)

All shareholders holding their shares through the clearing and settlement system of the NDS who wish to take part in the AGM must:

* arrange well in advance of the Record Date with the relevant financial intermediary operating their securities accounts or the holders of the omnibus account (rachunek zbiorczy) on which the shares are registered to issue a certificate to participate in the shareholders meeting (zaswiadczenie o prawie uczestnictwa w walnym zgromadzeniu) or the relevant extract from the securities account (wyciąg z rachunku papierów wartościowych) evidencing that such shares are registered on the relevant securities account or the omnibus account as of the Record Date together with the name of the account holder or the person for the benefit of whom the shares are held on the omnibus account and the number of votes to be exercised during the AGM; the relevant certificate or extract duly completed and signed by authorized representatives of the financial intermediary needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET; AND

* notify PEGAS of their intention to participate and vote at the AGM by sending a duly completed and signed form of notification of participation at the AGM to the above mentioned address of PEGAS by registered mail OR to the above mentioned e-mail address of PEGAS (followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), so that it will be received by PEGAS no later than on the Record Date (i.e., on Monday 3 June 2013) at 11.59 p.m. CET; shareholders may download the form of notification of participation at the AGM from the above mentioned PEGAS' website, or request this form, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

Only shareholders whose relevant certificates or extracts have been received by PEGAS by Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET (either by registered mail or by e-mail followed by the delivery of its original at the latest by the date of the AGM), will be eligible to participate and vote in the AGM.

Such shareholders may participate and vote at the AGM in person, by proxy or by correspondence:

* Shareholders who wish to take part in the AGM in person or by proxy or vote by correspondence need to download the form indicating their attendance in person or by proxy or the correspondence voting form from the above mentioned PEGAS' website, or request those forms, free of charge, at the above mentioned mail or e-mail address of PEGAS.

* The form indicating their attendance in person or by proxy, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned addresses of PEGAS (either by registered mail or by e-mail, followed by the delivery of its original at the date of the AGM) so that it will be received by PEGAS no later than on Thursday 13 June 2013, at 5.00 p.m. CET.

* The form for voting by correspondence, duly completed and signed, needs to be sent directly to the above mentioned address of PEGAS (only by registered mail) so that it will be received by PEGAS no later than on Sunday 16 June 2013, at 11.59 p.m. CET.

The certificate or the relevant extract evidencing that the shares are registered on the shareholder's securities account as of the Record Date shall not be treated as a depository certificate (swiadectwo depozytowe) in the meaning of the Polish act of 29 July 2005 on trading in financial instruments (J.L. of 2005, No. 183, item 1538, as amended) and therefore the right of such shareholder to sell or transfer in whatsoever manner his shares as from the Record Date to the date of the AGM is not subject to any limitation other than those to which a shareholder may be subject at any other time.

Miscellaneous:

PEGAS will not bear any costs incurred by the shareholders for the purpose of the AGM registration and participation in the AGM.

In Luxembourg on May 2013.

Board of Directors of PEGAS NONWOVENS S.A.

Référence de publication: 2013062279/177.

Venezuela Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 75.780.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *12 juin 2013* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065848/788/18.

BZ Fine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.402.

Die Aktionäre des BZ Fine Funds werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *3. Juni 2013* um 10.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien, gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle des BZ Fine Funds (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44 903 - 4025, Fax 00352/44 903 - 4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013059989/10183/31.

Melampyre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 160.196.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058412/10/18.

Gay Time Ltd., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 23.480.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058413/10/19.

AC Technologies, Société Anonyme.

Siège social: L-9970 Leithum, 2, Driicht.

R.C.S. Luxembourg B 107.060.

Die Damen und Herren Aktionäre werden eingeladen zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

welche stattfinden wird in L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, am Freitag den 31. Mai 2013, um 13.00 Uhr mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Verlesen des Jahresabschlusses per 31. Dezember 2012;
2. Verlesen des Berichts des Verwaltungsrates betreffend das Geschäftsjahr 2012;
3. Verlesen des Berichts des Kommissars betreffend das Geschäftsjahr 2012;
4. Verabschiedung des Jahresabschlusses;
5. Ergebnisverwendung;
6. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars;
7. Statutarische Ernennungen;
8. Beschlussfassung über die eventuelle Auflösung der Gesellschaft;
9. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013053122/21.

Business Contact Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 98.253.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, le lundi 3 juin 2013 à 14 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058421/17.

Sicav Patrimoine Investissements, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 54.954.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue au siège social de la société, le 25 avril 2013 à 16h00 n'a pu délibérer et que

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE PROROGÉE

aura lieu le 3 juin 2013 à 16H00 avec le même ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé au 31 décembre 2012;
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2012;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Elections statutaires:
 - Renouvellement des mandats de M. Pascal Chauvaux, M. Pierre-Alain Eggly, M. Frédéric Fasel, Mme Michèle Berger et M. Henri-Christophe Oppenheim en tant qu'administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014;
 - Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé, Deloitte Audit S.à r.l., jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014;
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que le Rapport Annuel Audité au 31 décembre 2012 et la procuration permettant de se faire représenter à cette assemblée sont disponibles sans frais au siège social de la société.

Pour le compte du Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062435/755/26.

Jef Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 50.124.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre de jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061152/755/19.

CYCLAMEN Spf, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 20.798.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 03.06.2013 à 14.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire pour une période de 6 ans
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013061159/19.

Nerthus Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.740.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061183/534/16.

Sandblue International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 79.518.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2013 à 11h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. démission des membres du Conseil d'administration et décharge;
2. nomination de nouveaux administrateurs;
3. délibération sur les perspectives d'avenir, sur l'administration et sur le fonctionnement de la société.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013061168/1017/14.

TFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.277.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 3 juin 2013 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Révocation de Monsieur Georges DIEDERICH de ses fonctions d'administrateur et son remplacement.
2. Révocation de Monsieur Jean-Marc HEITZ de ses fonctions de commissaire aux comptes et son remplacement.
3. Divers.

TFIN S.A.

Référence de publication: 2013061172/15.

Global Brands S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 70.673.

EXTRAORDINARY AND ANNUAL GENERAL MEETING

to be held on 3 June 2013 at 1 pm (CENTRAL EUROPEAN TIME) at the registered office:

19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

We invite our shareholders to attend an Extraordinary General Meeting of the shareholders of GLOBAL BRANDS S.A. ("the Company") and the Annual General Meeting of the shareholders of the Company at the time and place noted above with the following agenda:

EGM Agenda:

1. Convening formalities;
2. Suppression of the nominal value of the shares of the Company;
3. Change of the presentational and functional currency of the share capital of the Company from Swiss Francs (CHF) to British Pounds (GBP) denomination at the exchange rate published by the Bank of England on 3 June 2013. Any decimal amount left after rounding will be allocated to the share premium account of the Company;
4. Subsequent amendments of articles 5.1 and 5.2 of the articles of association of the Company in order to reflect the change of currency and the conversion of the shares of the Company from par value of CHF 0.002 to no par value; and
5. Miscellaneous.

The Company's Annual General Meeting ("Meeting"), is due to take place immediately following the EGM at the Company's registered office, 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, with the following agenda:

AGM Agenda:

1. Convening formalities;
2. To approve and adopt the Luxembourg statutory annual accounts for the year ended 31 December 2011;
3. To receive and consider the report of the Board of Directors and the statutory annual accounts for the year ended 31 December 2012;
4. To receive and consider the report of the independent auditor of the Company on the statutory annual accounts for the year ended 31 December 2012;
5. To approve and adopt the statutory annual accounts for the year ended 31 December 2012;
6. To consider and approve the appropriation of the 2012 results including any allocation to the share premium account;
7. To consider and approve the continuation of the activities of the Company in accordance with article 100 of the law of 10 August 1915, as subsequently modified;
8. To consider and approve the discharge to the directors for and in connection with their duties as directors of the Company during the financial year ended 31 December 2012;
9. To consider and approve the re-election and renewal of the mandates and of the following persons as members of the Board of Directors:
 - a. Bruce Vandenberg

- b. Fiona Kinghorn
c. John Killer;
10. To give authority to the Remuneration Committee to fix the remuneration of the Directors;
 11. To discharge to the independent auditor in connection with its duties during the financial year ended 31 December 2012;
 12. Re-election and renewal of the mandate of the independent auditor, PricewaterhouseCoopers S.à.r.l.;
 13. Authorise the Board of Directors to fix the remuneration of the independent auditor; and
 14. Any other ordinary business which may be properly brought before the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013062088/755/50.

Gene Alpi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 100.212.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 3 juin 2013 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013061176/833/19.

Immo Nord SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 86.366.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 3 juin 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013061178/833/19.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 110.988.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on 3 June 2013 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and consolidated accounts and of the reports of the board of directors and of the independent auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2012.
3. Approval of the consolidated accounts as at 31 December 2012.
4. Discharge to the directors.
5. Elections.
6. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2013061180/534/19.

Kglynvest - Mundi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9870 Wintrange, 35A, A Staeves.

R.C.S. Luxembourg B 124.159.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social A Staeves 35A, L-9780 Wintrange, le 3 juin 2013 à 09.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013061181/833/17.

Northland Resources S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 151.150.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on June 4th, 2013 at 11:00 a.m. (CET), in order to deliberate upon the following agenda:

Agenda:

1. Subject to resolutions 2) to 12) being duly adopted, decision to amend article 6.5 of the articles of association of the Company so as to provide for the possibility to divide the shares of the Company in fractions (coupures) to read as follows:
"6.5. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share. Each share can also be divided in fractions (coupures) of an equal denomination. The division can only be made within the framework of the restructuring of the share capital resolved by the General Meeting."
2. Subject to resolution 1) and resolutions 3) to 12) being duly adopted and in order to restructure the Company's equity, decision to reduce the share capital of the Company from its current amount of CAD 51,417,889.90 down to CAD 51,417.89 without the cancellation of existing shares in the Company. The proceeds of the foregoing capital reduction shall be allocated to a special distributable reserve of the Company;
3. Subject to resolutions 1) to 2) and resolutions 4) to 12) being duly adopted and in order to restructure the Company's equity, decision to approve a reverse stock split of the issued shares of the Company by exchanging 100 existing shares against 1 new share and consequently to exchange all of the 514,178,899 shares in the Company against 5,141,789 new shares;

4. Subject to resolutions 1) to 3) and resolutions 5 to 12) being duly adopted and in order to restructure the Company's equity, subsequent amendment to the first paragraph of article 5.1 of the articles of association of the Company as follows:

"5.1 The share capital is set at fifty-one thousand four hundred and seventeen Canadian Dollars and eighty-nine cents (CAD 51,417.89) represented by five million one hundred and forty-one thousand seven hundred and eighty-nine (5,141,789) shares in registered form, without nominal value, all subscribed and fully paid-up."
5. Subject to resolutions 1) to 4) and resolutions 6) to 12) being duly adopted and in order to restructure the Company's equity, decision to (i) reduce the share capital of the Company by an amount corresponding to the aggregate accounting par value of all the fractional interests issued by the Company as a result of the above reverse stock split and by way of cancellation of such fractional interests, such an amount not to exceed CAD 2,000 to be calculated by the board of directors of the Company and subsequent delegation of power and instruction to the board of directors of the Company to record by way of a notarial deed the final amount of the foregoing capital reduction within one (1) month of the date of this meeting and (ii) to pay to the holders of the cancelled fractional interests the market value of such fractional interests as at the date of their cancellation (rounded up to the nearest CAD cent);
6. Subject to resolutions 1) to 5) and resolutions 7) to 12) being duly adopted, decision to authorize the board of directors to: (i) issue up to 15,811,730 warrants to subscribe for shares of the Company to the holders of any first lien bonds and first lien tap bonds issued by Northland Resources AB (publ.); (ii) assume the obligations from Northland Resources AB (publ.) resulting from certain senior bonds issued by it and listed with the Oslo Bors; and (iii) amend the terms and conditions of such bonds so that they become convertible bonds;
7. Subject to resolutions 1) to 6) and resolutions 8) to 12) being duly adopted, decision to renew the Company's authorized share capital for a further period of five (5) years and to set the amount of such authorized share capital to the amount of CAD 1,102,657.29;
8. Subject to resolutions 1) to 7) and resolutions 9) to 12) being duly adopted, subsequent amendment to the second paragraph of article 5.1 and article 5.3 of the articles of association of the Company so as to be worded as follows:

"5.1 The authorized share capital (which for the avoidance of doubt does not comprise the issued share capital) is set at one million one hundred and two thousand six hundred and fifty-seven Canadian Dollars and twenty-nine cents (CAD 1,102,657.29)."

"5.3. the Board is authorized, for a period of five (5) years from 8 July, 2013, to:

 - (i) increase the current share capital of the Company in one or several times up to the amount of the current authorized share capital of the Company as set forth in article 5.1 hereof, through the issuance of new shares having the same rights as the existing shares;
 - (ii) to issue in one or more issuances within the authorized share capital:
 - (a) warrants (being warrants issued to the original holders thereof in their capacity as holders of first lien bonds issued by the Company) which entitle their holder to subscribe for new shares having the same rights as the existing shares and representing a maximum aggregate accounting par value (pair comptable) of one hundred and fifty-eight thousand one hundred and seventeen Canadian Dollars thirty cents (CAD 158,117.30);
 - (b) convertible bonds which entitle their holder to subscribe for new shares having the same rights as the existing shares and representing a maximum aggregate accounting par value (pair comptable) of seven hundred and eighty-six thousand seven hundred and ninety-three Canadian Dollars seventy-two cents (CAD 786,793.72); and
 - (c) new shares, warrants or stock options which entitle their holder to subscribe for new shares having the same rights as the existing shares and representing a maximum aggregate accounting par value (pair comptable) of fifty-one thousand four hundred and thirty-six Canadian Dollars thirty-one cents (CAD 51,436.31).
 - (d) new shares to be offered to the shareholders (and their transferees and successors in title) who were shareholders at the extraordinary general meeting of the Company which resolved upon the adoption of this article 5.3 in its current form, having the same rights as the existing shares and representing a maximum aggregate accounting par value (pair comptable) of fifty-three thousand one hundred and fifty-four Canadian Dollars ninety-eight cents (CAD 53,154.98), provided however that the subscription price per share of such new shares may not be lesser than the conversion price per share to be paid by the holders of all second lien bonds issued by the Company (if any) at the relevant time in accordance with the terms of such bonds.
 - (e) new shares to be offered to the shareholders (and their transferees and successors in title) who were shareholders at the extraordinary general meeting of the Company which resolved upon the adoption of this article 5.3 in its current form, having the same rights as the existing shares and representing a maximum aggregate accounting par value (pair comptable) of fifty-three thousand one hundred and fifty-four Canadian Dollars ninety-eight cents (CAD 53,154.98), provided however that (i) such issue shall be subject to the consent of holders of a majority of all second lien bonds issued by the Company from time to time (if any) or the trustee of any such bonds acting at the direction of a majority of the holders of any such bonds or in accordance with the terms of any relevant underlying bond instrument (save where such consent is

provided for in any agreement or term sheet among the foregoing parties and subject to the terms of such consent) and (ii) the subscription price per share of such new shares may not be lesser than the conversion price per share to be paid by the holders of all second lien bonds issued by the Company (if any) at the relevant time in accordance with the terms of such bonds.

- (iii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights in respect of any new shares, warrants, convertible bonds or stock options issued pursuant to this article 5.3 and determine the persons authorized to subscribe to the new shares; and
 - (iv) record by way of a notarial deed each share capital increase and amend the share register accordingly."
9. Subject to resolutions 1) to 8) and resolutions 10) to 12) being duly adopted, decision to amend article 7.1 of the articles of association of the Company so as to be worded as follows:
- "7.1. Composition of the board of directors and appointment of the directors
- (i) The Company is managed by a board of directors (the Board) composed of at least three (3) members and maximum seven (7) members, who need not be shareholders.
 - (ii) Subject to article 70 of the Law, candidates for appointment to the Board will be selected by a committee of directors established for such purpose (the "Nomination Committee"). The Nomination Committee will be composed of those directors appointed to the Board pursuant to the exercise of the First Lien Board Member Rights (as defined below), the Second Lien Board Member Rights (as defined below) and the Metso and Peab Board Member Rights (as defined below) (together, the "Board Member Rights").
- For the purposes of this article,
- "First Lien Board Member Rights" means the following:
- The holders of a majority of all first lien bonds issued by Northland Resources AB (publ.) from time to time (if any) or the trustee of any such bonds acting at the direction of a majority of the holders of any such bonds or in accordance with the terms of any relevant underlying bond instrument will be entitled in each case by written notice to nominate one (1) candidate for a directorship to the Nomination Committee (the "First Lien Bondholders' Nominee"). The General Meeting will be convened to approve the appointment of such nominated person and the Nomination Committee will propose and recommend such person for election to the General Meeting.
 - In the event that the First Lien Bondholders' nominee is not appointed by the General Meeting, that nominee will be appointed as a board observer by the Board.
- "Second Lien Board Member Rights" means the following:
- The holders of a majority of all second lien bonds issued by the Company from time to time (if any) or the trustee of any such bonds acting at the direction of a majority of the holders of any such bonds or in accordance with the terms of any relevant underlying bond instrument will be entitled in each case by written notice to nominate three (3) candidates for directorships to the Nomination Committee (the "Second Lien Bondholders' Nominee"). The General Meeting will be convened to approve the appointment of such nominated persons and the Nomination Committee will propose and recommend such person for election to the General Meeting.
 - In the event that the Second Lien Bondholders' nominees are not appointed by the General Meeting, those nominees will be appointed as board observers by the Board.
- "Metso and Peab Board Member Rights" means the following:
- Metso Minerals (Sweden) and its affiliates ("Metso") and Peab AB and its affiliates ("Peab") will, together, be entitled to nominate one (1) candidate for a directorship to the Nomination Committee ("Metso and Peab's Nominee"). The General Meeting will be convened to approve the appointment of such nominated person and the Nomination Committee will propose and recommend such person for election to the General Meeting.
 - In the event that Metso and Peab's Nominee is not appointed by the General Meeting, that nominee will be appointed as a board observer by the Board.
- (iii) The General Meeting finally appoints the directors and determines their number and the term of their office. The General Meeting, upon proposal of the Board, shall determine the remuneration of the directors. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible."
 - (iv) Without prejudice to the Board Member Rights, directors may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting.
 - (v) If the office of a director becomes vacant, the majority of the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis until the final appointment is made by the next General Meeting, ensuring that the First Lien Board Member Rights, the Second Lien Board Member Rights and the Metso and Peab Board Member Rights are effected at all times."
10. Subject to resolutions 1) to 9) and resolutions 11) to 12) being duly adopted, decision to appoint Leif Salomonsen as new director of the Company until the next annual general meeting resolving upon the annual accounts of the Company as at December 31, 2013;
11. Subject to resolutions 1) to 10) and resolution 12) being duly adopted, decision to appoint Runar Nilsen as new director of the Company until the next annual general meeting resolving upon the annual accounts of the Company as at December 31, 2013;
12. Subject to resolutions 1) to 11) being duly adopted, acknowledgment of any director's resignation which took place prior to this extraordinary general meeting.

Shareholders are hereby informed that in accordance with Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, an extraordinary general meeting of shareholders may only validly deliberate if a quorum of at least 50% of the share capital is present or represented and a majority of at least 2/3 of the votes cast is reached, for a decision to be approved. If the first of these conditions is not satisfied, the meeting may be reconvened and may in such case deliberate regardless of the portion of the share capital present or represented.

Shareholders who are unable to attend the meeting are requested to complete, date, sign and return the enclosed form of proxy in accordance with the instructions set out in the proxy and in the information circular accompanying this notice. A shareholder who wishes to attend the meeting may register with the scrutineer before the meeting begins.

Shareholders are further informed that they are entitled to dissent in accordance with the terms of article 14 of the Company's articles of association.

Dated May 6th, 2013.

BY ORDER OF THE BOARD

"Karl-Axel Waplan"

Karl-Axel Waplan, President & CEO

If you are a non-registered shareholder of the Company and receive these materials through your broker or through another intermediary, please complete and return the materials in accordance with the instructions provided to you by your broker or by the other intermediary. Failure to do so may result in your shares not being eligible to be voted by proxy at the meeting. See "Advice to Beneficial Holders" in the accompanying Information Circular.

Référence de publication: 2013061184/165.

Quacis, Cap. Inv. Gesto., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 94.259.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 3 juin 2013 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013061186/833/18.

Espirito Santo Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 13.634.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 06 juin 2013 à 14.00 heures dans les bureaux de SG GROUP au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 2012.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062072/15.

Cinemalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 124.648.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 3 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062083/788/19.

Ideal Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.262.

mit dem Teilfonds IDEAL INVEST SICAV - IDEAL GLOBAL (LU0098624041)

Hiermit laden wir die Aktionäre zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der IDEAL INVEST SICAV ein, die am 3. Juni 2013 um 10:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

- Genehmigung des Liquidationsberichts und Auskehrung des Liquidationsbetrages
- Entlastung des Liquidators
- Bericht des Abschlussprüfers bezüglich der Liquidation
- Entlastung des Abschlussprüfers bezüglich der Liquidation
- Beschlussfassung über die Aufbewahrung der Fondsakten und -bücher der Gesellschaft
- Auflösung der Gesellschaft

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gemäß Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Fund Domiciliation Services / Banque de Luxembourg (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Fax Nr. +352 49924 2501, e-mail: ifs.fds@bdl.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der außerordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der außerordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Luxemburg, im Mai 2013.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013062091/34.

Invest 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 37.937.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, en date du 3 juin 2013 à 15 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013062092/1004/18.

TCFE Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 111.454.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 4 juin 2013 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062505/788/18.

ABF Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 93.600.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, en date du 31 mai 2013 à 13 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013063593/1004/18.

Tanus Trust Familienfonds SICAV FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 177.101.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am dritten Mai.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, in Vertretung ihres verhandelnden Kollegen Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, welche Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

Ist erschienen:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Tanus Trust GmbH", mit Sitz in D-61348 Bad Homburg v.d. Höhe, Louisenstrasse 120, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter Nummer HRB 94067,

hier vertreten durch Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen, aufgrund einer Vollmacht, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Die Erschienene hat den Notar gebeten die Satzung einer Aktiengesellschaft als "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé", welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den erschienenen Parteien und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das "Gesetz von 2007") unter dem Namen Tanus Trust Familienfonds SICAV FIS (die "Investmentgesellschaft").

Art. 2. Sitz der Investmentgesellschaft. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Strassen. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Investmentgesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Investmentgesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Investmentgesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Investmentgesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen der Investmentgesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 11 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Investmentgesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 31.000,- Euro (einunddreissigtausend Euro) und ist in 31 (einunddreissig) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Investmentgesellschaft verschiedenen Anteilklassen angehören können, welche mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührestruktur oder andere spezifischen Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Investmentgesellschaft beschrieben werden.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Investmentgesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Aktien und Aktienzertifikate. Der Verwaltungsrat entscheidet, ob Aktien der Investmentgesellschaft als Namens- oder Inhaberaktien ausgegeben werden. Namensaktien werden bis auf drei Dezimalstellen und Inhaberanteile in ganzen Anteilen ausgegeben. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden in den fondsspezifischen Informationen zum Verkaufsprospekt angegeben.

Für Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Investmentgesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet und gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Investmentgesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Investmentgesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Investmentgesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Investmentgesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Investmentgesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Investmentgesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Investmentgesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft erkennt bei Inhaberaktien nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Investmentgesellschaft vertritt.

Namensaktien kann die Investmentgesellschaft als Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Investmentgesellschaft auf einer pro rata - Basis.

Art. 7. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Investmentgesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz oder Erwerb ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz oder Erwerb:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft geht; oder
- unter Ausnutzung von Market Timing, Late Trading oder sonstigen Markttechniken betrieben wurde, die der Gesamtheit der Aktionäre schaden könnte; oder
- der Aktionär nicht die Bedingungen für den Erwerb der Anteile erfüllt; oder
- die Aktien in einem Staat vertrieben oder in einem solchen Staat von einer Person erworben worden sind, in dem die Investmentgesellschaft zum Vertrieb oder der Erwerb von Aktien an solche Personen nicht zugelassen ist; oder
- ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung der Investmentgesellschaft führt; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Investmentgesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 8. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Investmentgesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

Art. 9. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Investmentgesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Inhaberanteile und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Investmentgesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 10 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 Absatz 1 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Investmentgesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten zur Befriedigung der Rücknahmebegehren der Aktionäre zu verwenden. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Investmentgesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Investmentgesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 10. Umtausch von Aktien. Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt, ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Investmentgesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird.

Art. 11. Berechnung des Anteilwertes pro Aktie. Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der Währung der Investmentgesellschaft- wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Monat („Bewertungstag“) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Investmentgesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Investmentgesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft beinhalten:

- (1) Die im Vermögen der Investmentgesellschaft enthaltenen Zielfondsanteile.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Investmentgesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Investmentgesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widerspiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Investmentgesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Investmentgesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.
- b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.
- c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis bewertet.
- d) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren, Bewertungsregeln festlegt.
- e) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen

Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

h) Der Wert der Beteiligungsprogramme wird an Hand der letzten zur Verfügung stehenden Berichte bestimmt, die i. d. R. nach den Bestimmungen der jeweiligen nationalen oder supranationalen Venture Capital und Private Equity-Verträge erstellt werden. Diese basieren im Wesentlichen auf folgender Vorgehensweise:

- Beteiligungsunternehmen werden zu Einstandskosten („at cost“) bewertet, solange kein Bewertungsereignis stattgefunden hat;

- Als Bewertungsereignisse qualifizieren Ausschüttungen, Nachfinanzierungsrunden durch Drittinvestoren, der Teilverkauf oder Verkauf des Unternehmens („trade sale“), die Börseneinführung, das wesentliche negative Abweichen von den Planzahlen oder der Konkurs. Die Neubewertung kann im Ergebnis eine Höherbewertung, eine Teilabschreibung oder Vollabschreibung sein; Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

i) Direktbeteiligungen werden anhand der unter h) genannten Grundsätze bewertet.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung der Investmentgesellschaft ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Investmentgesellschaft für angebracht hält.

Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse separat. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer für die Investmentgesellschaft.

II. Die Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft beinhalten:

(1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

(2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Investmentgesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

(3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Investmentgesellschaft);

(4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Investmentgesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Investmentgesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Investmentgesellschaft sämtliche von der Investmentgesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Investmentgesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Investmentgesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Investmentgesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokerggebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Investmentgesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb der Investmentgesellschaft können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

(1) Sofern mehrere Aktienklassen ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik angelegt, wobei der Verwaltungsrat Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Währung der Investmentgesellschaft gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Währung der Investmentgesellschaft abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

(2) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Investmentgesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte der Investmentgesellschaft, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

(3) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Investmentgesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Investmentgesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(1) Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 9 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft;

(2) Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Investmentgesellschaft;

(3) alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der Investmentgesellschaft ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

(4) sofern an einem Bewertungstag die Investmentgesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Investmentgesellschaft als Vermögenswert der Investmentgesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Investmentgesellschaft geschätzt wird.

Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Investmentgesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte der Investmentgesellschaft verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Investmentgesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 15. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Investmentgesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Investmentgesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Investmentgesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag oder Fondsmanagervertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) abschließen. Der Verwaltungsrat kann Investmentbeiräte berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 16. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax, e-Mail oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Investmentgesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsrat unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Verwaltungsrat rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Investmentgesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 19. Anlagepolitik.

1. Das Fondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen angelegt.

2. Das Netto-Fondsvermögen wird zu mehr als 90% des Netto-Fondsvermögens in die im Folgenden aufgezählten Vermögensgegenstände investiert: notierte und nicht notierte Wertpapiere, Derivate, Bankguthaben, Edelmetalle, Immobilien, Immobilien-Gesellschaften, Unternehmensbeteiligungen und Investmentvermögen (Zielfonds).

3. Es dürfen für den Fonds Anteile an Investmentvermögen nach § 2 Abs. 4 Nr. 7 InvG sowie Anteile an entsprechenden ausländischen Investmentvermögen nach § 2 Abs. 9 InvG erworben werden.

4. Der Begriff der Wertpapiere umfasst unter anderem Aktien, Renten, Geldmarktinstrumente, Zertifikate und andere strukturierte Produkte (z.B. Aktienanleihen, Optionsanleihen, Wandelanleihen).

5. Investitionen können in andere als die oben aufgeführten Vermögensgegenstände angelegt werden, wenn sie sich auf eine Höhe von unter 10% des Netto-Fondsvermögens beschränken. Davon erfasst wird unter anderem der Erwerb von:

- a) Private Equity Fonds und Venture Capital Fonds;
- b) nicht richtlinienkonforme, regulierte Rohstofffonds;
- c) Dach-Hedgefonds.

6. Der Einsatz abgeleiteter Finanzinstrumente („Derivate“) ist zur Erreichung der vorgenannten Anlageziele sowohl zu Anlage- als auch Absicherungszwecken vorgesehen. Er umfasst neben den Optionsrechten u.a. Swaps und Terminkontrakte auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Finanzindizes im Sinne des Artikels 9 Abs. 1 der Richtlinie 2007/16/EG und Artikel XIII der ESMA-Leitlinien 2012/832, Zinssätze, Wechselkurse, Währungen und Investmentfonds gemäß § 50 deutschen Investmentgesetz („InvG“) sowie auf andere Underlyings.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

Das Marktexposure aus den vorgenannten Derivaten ist auf insgesamt höchstens 200% des Netto-Fondsvermögens beschränkt.

7. Der Erwerb von Edelmetallen, anderen Derivaten sowie unverbrieften Darlehensforderungen einschließlich solcher, die als sonstige Anlageinstrumente im Sinne des §52 erwerbbar sind, dürfen 30% des Fondsvermögens nicht übersteigen. Derivate im Sinne des §51 InvG werden auf diese Grenze nicht angerechnet.

8. Kredite zu Lasten des Fondsvermögens dürfen bis zu einer Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögen aufgenommen werden.

9. Nicht notierte Wertpapiere sowie Unternehmensbeteiligungen, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassen oder in einen organisierten Markt einbezogen sind, können insgesamt bis zu einer Grenze von 20% des Netto-Fondsvermögens erworben werden.

10. Der Fonds kann grundsätzlich bis zu jeweils 30% des Netto-Fondsvermögens in gleichartige Titel ein und desselben Emittenten anlegen.

Diese Restriktion gilt nicht:

a. für Anlagen in Zielfonds, die Anforderungen an die Risikostreuung unterliegen, die den Anforderungen für spezialisierte Investmentfonds zumindest vergleichbar sind. Für Zwecke der Anwendung dieser Begrenzung ist jeder Teilfonds eines Zielfonds mit mehreren Teilfonds als separater Emittent zu betrachten, sofern der Grundsatz der Trennung der Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds gegenüber Dritten sichergestellt wird.

b. für Anlagen in Titeln, die von einem Mitgliedstaat der OECD oder seinen öffentlichen Gebietskörperschaften oder supranationalen Institutionen und Organisationen mit gemeinschaftlichem, regionalem oder weltweitem Charakter ausgegeben oder besichert werden. In jedem Fall müssen die im Fondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten darf.

11. Der Fonds darf jeweils nicht mehr als 30% des Wertes des Netto-Fondsvermögens in flüssige Mittel, Sichteinlagen und un-/kündbare Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Die Bankguthaben sind nicht durch eine Einrichtung zur Sicherung der Einlagen geschützt

12. Der Fonds kann grundsätzlich flüssige Mittel in Form von Anlagekonten (Kontokorrentkonten) und Tagesgeld halten, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen.

Art. 20. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Investmentgesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am ersten Dienstag des Monats Juni um 11:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 21. Generalversammlungen der Aktionäre eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse. Die Aktionäre der Teilfonds bzw. der Aktienklassen können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich einen Teilfonds bzw. eine Aktienklasse betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diesen Teilfonds bzw. diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 20 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 22. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Investmentgesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Investmentgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 23. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Investmentgesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Investmentgesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 01. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember.

Der Jahresabschluss der Investmentgesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung aufgestellt.

Art. 25. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Aktienklasse wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Art. 26. Verschmelzung der Investmentgesellschaft. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, die Investmentgesellschaft mit einer/m anderen spezialisierten Investmentgesellschaft/Fonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“) nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds einer/s solchen spezialisierten Investmentgesellschaft/Fonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen.

Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Vermögen der Investmentgesellschaft an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um die Investmentgesellschaft in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, die Investmentgesellschaft zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik der/s einzubringenden Investmentgesellschaft/Fonds nicht gegen die Anlagepolitik der/s aufnehmenden Investmentgesellschaft/Fonds verstößt.

Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann beschließen einen anderen Fonds oder Teilfonds, der von derselben oder von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, in die Investmentgesellschaft bzw. einen Teilfonds der Investmentgesellschaft aufzunehmen.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt.

Liegt eine Verschmelzung mit einem OGA nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 vor ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend.

Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen der Investmentgesellschaft mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" bzw. „fonds commun de placement - FIS" ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung der/s einzubringenden Investmentgesellschaft/Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch die/den aufnehmenden Investmentgesellschaft/Fonds.

Der Beschluss, die Investmentgesellschaft mit einer ausländischen Investmentgesellschaft/Fonds zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anleger der/s einzubringenden Investmentgesellschaft/Fonds. Die Einladung zur Versammlung der Anleger der einzubringenden Investmentgesellschaft/Fonds erfolgt per Einschreiben an jeden Anleger mindestens acht Tage vor der Versammlung. Nur die Anleger sind an den Beschluss der Anlegerversammlung gebunden, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei den Anlegern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anlegern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, dass sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben. Im Rahmen dieser Rücknahme dürfen den Anlegern keine Kosten berechnet werden.

Art. 27. Auflösung und Liquidation der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 20 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Investmentgesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Die Auflösung der Investmentgesellschaft erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb von zwei Monaten erfolgt;
- wenn das Vermögen der Investmentgesellschaft während mehr als sechs Monaten unter einem Betrag 312.500 Euro bleibt;
- in anderen, im Gesetz vom 13. Februar 2007 vorgesehenen Fällen.

Sofern das Nettovermögen der Investmentgesellschaft zwei Drittel des gesetzlichen Mindestbetrages unterschreitet, kann die CSSF unter Berücksichtigung der jeweiligen Umstände den Verwaltungsrat dazu verpflichten, die Investmentgesellschaft aufzulösen.

Soweit der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft nichts anderes beschließt, wird für den Fall, dass ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung der Investmentgesellschaft führt, die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt.

Die Investmentgesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeanündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Investmentgesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeanündigung mittels Brief an diese Adressaten.

Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung des Verwaltungsrates oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anlegern nach deren Anspruch verteilen. Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie in Hinblick auf die verschiedenen Anteilklassen verfahren wird. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anlegern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anleger bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von 30 Jahren geltend gemacht werden.

Art. 28. Kosten. Die Investmentgesellschaft bzw. die Teilfonds tragen neben den Kosten, die für die einzelnen Teilfonds in dem betreffenden Anhang festgelegt sind, die folgenden Kosten:

- Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;
- die direkt zuordenbaren Kosten im Zusammenhang mit einem nicht zur Ausführung gelangenden Erwerb oder der Veräußerung von Vermögensgegenständen, soweit diese nicht von Dritten zu zahlen sind;
- die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Namens- und Inhaberaktien;
- darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet;
- Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. Teilfondsvermögen, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;
- Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds handelt;
- Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

- Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen), der Satzung, der Jahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre und der Einberufungen zu Generalversammlungen

- Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bzw. einen Teilfonds bei der Luxemburger Aufsichtsbehörde und zu entrichten sind, sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft;

- Versicherungskosten;

- Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen;

- Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

- etwaige Honorare und Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;

- Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft bzw. einzelner Teilfonds und die Erstausgabe von Aktien;

- Kosten zur Ermittlung der Aufspaltung des erzielten Anlageergebnisses in seine Erfolgsfaktoren (sog. „Performance-Attribution“);

- Gebühren, die die Investmentgesellschaft bzw. ein Teilfonds an Dritte für die Einführung bei Portfoliogesellschaften bezahlen muss;

- Kosten, welche durch die Bewertung von Portfoliogesellschaften entstehen;

- nachgewiesene Reisekosten je eines Verwaltungsratsmitgliedes bzw. dessen Vertreters für Reisen zwecks Überwachung der Verwalter der Portfoliogesellschaften, in die die Investmentgesellschaft bzw. ein Teilfonds investiert hat;

- angefallene Zinsen, für die bereits vor dem ersten Zeichnungsschluss eines Teilfonds vorfinanzierten Einzahlungen auf Portfoliogesellschaften;

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft, einschließlich der Ausarbeitung und der Veröffentlichung des ersten Verkaufsprospektes und der Steuern, Abgaben und Veröffentlichungskosten, werden den bei Gründung bestehenden Teilfonds zugeordnet und können über einen Zeitraum von bis zu fünf Jahren abgeschrieben werden. Die Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem Vermögen des jeweiligen Teilfonds zugeordnet und dort über eine Frist von einem Jahr abgeschrieben.

Als Vergütung für ihre Tätigkeit können Verwaltungsgesellschaft, Zentralverwaltungsstelle, Register- und Transferstelle, Depotbank und Zahlstelle sowie etwaige Fondsmanager und/oder Anlageberater von der Investmentgesellschaft eine Vergütung erhalten, deren Höhe und Auszahlungsmodalitäten, in dem betreffenden Anhang für die einzelnen Teilfonds beschrieben ist. Hierbei ist sowohl eine feste als auch eine erfolgsbezogene Vergütung möglich.

Die Kosten werden den einzelnen Teilfonds, soweit sie diese gesondert betreffen, angerechnet; ansonsten werden die Kosten den einzelnen Teilfonds gemäß dem Wert der Netto-Teilfondsvermögen belastet.

Art. 29. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das "Gesetz von 1915") unterliegt, geändert werden.

Art. 30. Interessenkonflikte.

I. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Gesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsleiter der Gesellschaft Interessen in oder Beteiligungen an einer anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsleiter, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

II. Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

III. Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in einer Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

IV. Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf eine Beziehung oder ein Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

V. Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar. Die Geschäftsleiter und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Generalbevollmächtigten der Depotbank dürfen nicht gleichzeitig als Verwaltungsräte oder Geschäftsleiter der Investmentgesellschaft zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein. Geschäftsleiter, Verwaltungsräte und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Investmentgesellschaft dürfen nicht gleichzeitig als Geschäftsleiter oder zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Generalbevollmächtigten der Depotbank zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein.

Art. 31. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2013.
- 2) Die erste ordentliche jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2014 statt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Tanus Trust GmbH, vorgenannt, zeichnet 31 (einunddreissig) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend (Euro 31.000,-),

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000,-.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der er sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- a) Herr Michael Stammer, beruflich ansässig in D-61348 Bad Homburg v.d. Höhe, Louisenstrasse 120, geboren in Dossenheim, am 4. Juli 1955,
- b) Herr Dr. Min Sun, beruflich ansässig in D-61348 Bad Homburg v.d. Höhe, Louisenstrasse 120, geboren in Shanghai, am 29. Juli 1962,
- c) Herr Matthias Schirpke, beruflich ansässig in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, geboren in Göttigen, am 4. August 1965.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt: KPMG Luxembourg, société à responsabilité limitée, mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, (RCS Luxembourg B 149133).

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt ist, hat dieselbe die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: U. BERG und M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 mai 2013. Relation: LAC/2013/20873. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 14. Mai 2013.

Référence de publication: 2013061092/735.

(130075433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2013.

Coriant International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.466.

In the year two thousand and thirteen, on the seventh day of the month of May

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Xieon Networks Solutions S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg ("RCS") under number B 174.826,

represented by Maître Thierry KAUFFMAN, attorney-at-law, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

pursuant to a proxy dated 2nd may 2013 given under private seal, which will be filed with the registration authorities together with the present deed, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Coriant International S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with RCS under number B 170.466 (the "Company"). The Company was incorporated by deed of Maître Francis Kessler on 16 July 2012 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 30 August 2012, number 2159 page 103587, and amended for the last time by deed of the undersigning notary on 9 April 2013 published in the Mémorial dated 19 March 2013, number 665 page 31895.

The Sole Shareholder declared and requested the notary to state that:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all the items of the agenda.

II. The items on which a resolution is to be passed are as follows:

a. The amendment and full restatement of the articles of association of the Company and such further amendments so as set forth below:

Chapter 1. Form, Name, Office

Art. 1.1. Legal Form and Denomination. There has been formed a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name " Coriant International S.à.r.l"(the "Company").

Art. 1.2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Chapter 2. Purpose, Business Object

The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Chapter 3. Capital

The issued share capital of the Company is set at thirty thousand Euro (€ 30,000). The capital is divided into thirty thousand (30,000) shares with a nominal value of one Euro (€ 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders. Any available share premium shall be distributable.

Chapter 4. Business Year, Term

Art. 4.1. Business Year. The accounting year begins on 1st of January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2013

Art. 4.2. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4.3. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Chapter 5. Corporate Bodies, Resolutions

Art. 5.1. Shareholders Voting Rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 5.2. Shareholders Meeting. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 5.3. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-a-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein. Each manager is entitled to summon a meeting of the management.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Meeting minutes shall be produced regarding each meeting of the management and of resolutions taken, indicating the place, the day of the meeting, respectively the form of the resolution, the participants, the agenda and the material result of the discussions respectively the content of the resolution passed. The existence of meeting minutes is no precondition to the validity of a resolution.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation). If a majority cannot be reached, each manager may demand within three days of the day of the resolution-taking that the issue be submitted to the shareholders. This shall not apply to decisions made in the day-to-day business.

The management requires a consenting shareholders' resolution for the following matters, which resolution has to be passed by the general meeting of shareholders with at least the simple majority of the votes cast:

- i. Acquisition or sale and disposition of assets / business activities with an individual value of more than EUR 100,000.00;
- ii. Entire or partial sale or lease of the Company's enterprise;
- iii. entering into obligation exceeding an amount of EUR 100,00.00 except for obligation to acquire inventory;
- iv. Merger, de-mergers, spin-offs to which the Company participates, contributions to, changes of legal form of or liquidation of the Company to the extent that such measures may have an impact on the business or structure of the group of companies to which the Company belongs or where provided for by applicable law;
- v. sale, transfer or disposition of assets (including acquisition, sale, disposition or encumbrance of real property or rights equivalent to real property) with an individual value exceeding a volume of EUR 100,000.00 but excluding the acquisition, sale, disposition or encumbrance of inventory;
- vi. Settlement of law suits and initiating litigations, if the matter in dispute amounts to or equals EUR 100,000.00.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers is interested in, or is a manager, director, associate, officer, agent, adviser or employee of such other company or firm. Any manager who serves as a manager, director, officer or employee or otherwise of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm only, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the case of a personal conflict of interest of a manager, such manager shall indicate such conflict of interest to the Board and shall not deliberate or vote on the relevant matter. Any conflict of interest arising at Board level shall be reported to the next general meeting before any resolution as and to the extent required by law.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together.

Art. 5.4. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Chapter 6. Transfer of Shares

Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Chapter 7. Dividends

Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Chapter 8. Exclusion of Shareholders

[Intentionally left blank]

Chapter 9. Governing Law, Language

Art. 9.1. Governing law. The Company will be governed by the present articles of association and the relevant legislation.

If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 9.2. Language. The English version of the present articles of association will prevail.

Art. 9.3. Amendments to the Articles of Association. Decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Chapter 10. Miscellaneous

Art. 10.1. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

b. Transfer of the registered office of the Company effective as from 1st July 2013 from 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg to Galileo Center, No. 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duchy of Luxembourg and consequential amendment of the first sentence of article 1.2 of the articles of association of the Company so as to read as follows "The Company has its registered office in the city of Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg".

After the foregoing was approved by the appearing party, the following resolutions were passed:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and to restate the articles of association of the Company as set forth in the agenda.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to transfer the registered office of the Company effective as from 1st July 2013 from 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg to Galileo Center, No. 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duchy of Luxembourg and to amend in consequence effective as from 1st July 2013, the first sentence of article 1.2 of the existing articles of association of the Company as set forth in the Agenda.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1.400.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was done in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française de l'acte qui précède

L'an deux mille treize, le septième jour du mois de mai,

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire résidant à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Xieon Networks Solutions S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg («RCS») sous le numéro B 174.826,

représentée par Maître Thierry KAUFFMAN, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration en date du 2 mai 2013 donnée sous seing privé, qui sera soumise aux autorités d'enregistrement ensemble avec le présent acte, étant l'associé unique (l' «Associé Unique») de Coriant International S.à r.l., une

société à responsabilité limitée constituée conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au RCS sous le numéro B 170.466 (la «Société»). La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler en date du 16 juillet 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 30 août 2012, numéro 2159 page 103587. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Cosita Delvaux le 9 avril 2013, publié au Mémorial le 19 mars 2013, numéro 665 page 31895.

L'associé a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'associé détient toutes les parts sociales émises par la Société, ainsi des décisions peuvent être valablement adoptées sur tous les points de l'ordre du jour.

II. Les points sur lesquels il y a lieu d'adopter des résolutions sont les suivants:

a. La modification et refonte complète des statuts de la Société afin de tenir compte des résolutions sous les points susmentionnés 1 à 3 et toutes autres modifications de sorte à le lire comme suit:

«Chapitre 1^{er}. Forme, Nom, Siège

Art. 1^{er}.1. Forme et Dénomination Sociale. Il a été formé une société à responsabilité limitée dénommée «Coriant International S.à.r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 1^{er}.2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Chapitre 2. Finalité de la Société, Objet

L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans d'autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, des prêts, des participations dans des prêts, certificats de dépôts et toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers ou biens de toute sorte, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger. La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de dette ou de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre ou dette de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et entreprises ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité. La Société peut aussi faire saisir, transférer ou s'endetter ou créer autrement des garanties sur certains ou tous ses biens.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui a été mentionné ci-dessus doit être entendu dans le sens le plus large et toute énumération n'est pas exhaustive ou limitant. L'objet de la Société comprend toute transaction ou contrat dans lesquels la Société fit partie conformément avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Chapitre 3. Capital

Le capital social émis de la Société est fixé à trente mille Euros (€ 30.000). Le capital est divisé en trente mille (30,000) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (€ 1) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés. Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Chapitre 4. Année sociale, Durée

Art. 4.1. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4.2. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Art. 4.3. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations..

Chapitre 5. Organes Sociétaires, Résolutions

Art. 5.1. Droit de vote des Associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 5.2. Assemblée des Associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 5.3. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges afin de pouvoir gérer l'activité de la Société et d'autoriser et/ou de procéder à tout acte de disposition et d'administration tombant dans l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou le cas échéant du conseil de gérance. Vis-à-vis des tiers le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus afin d'agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et de faire, autoriser et approuver tout acte et opération concernant la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou tel que prévu dans les présents statuts. Chaque gérant a le droit de demander une réunion du conseil de gérance.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion

tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Chaque réunion du conseil de gérance ainsi que chaque résolution adoptée au cours de chacune de ces réunions fait l'objet d'un procès-verbal indiquant le lieu, la date, les personnes présentes, le programme, les conclusions relatives aux discussions sur le contenu des résolutions adoptées. L'existence de procès-verbaux n'est pas une précondition à la validité de la résolution.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés). Si la majorité ne peut être atteinte, chaque gérant peut demander dans les trois jours qui suivent le jour de la résolution adoptée, que la question soit soumise aux associés. Ceci ne s'applique pas aux décisions prises en relation avec les activités courantes.

La gérance est soumise au consentement des associés par l'intermédiaire d'une résolution pour les questions suivantes:

i. L'acquisition ou la vente et la mise à disposition des actifs / l'activité commerciale pour une valeur individuelle supérieure à EUR 100.000,00;

ii. La vente complète ou partielle ou la mise à disposition de la Société;

iii. La souscription d'obligations pour une valeur supérieure à EUR 100.000,00, sauf pour les obligations d'acquérir des stocks;

iv. La fusion ou scission à laquelle la Société participe, les apports à, la modification de la forme sociale ou la liquidation de la Société dans la mesure où ces actions peuvent avoir un impact sur l'activité de la Société ou la structure du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou lorsque requis par la loi applicable.

v. La vente, le transfert ou la mise à disposition des actifs (incluant l'acquisition, la vente, la mise à disposition, la mise en gage de la propriété réelle ou de droits équivalents à la propriété réelle) mais excluant l'acquisition, la vente, la mise à disposition ou la mise en gage de l'inventaire ayant une valeur individuelle excédant un volume de EUR 100.000,00.

vi. Les transactions judiciaires si le montant de l'affaire équivaut ou excède EUR 100.000,00.

Toutes les mesures listées ci-dessus nécessitent un accord dans la mesure seulement où elles n'ont pas été précisées dans le budget annuel (pouvant être modifié) présenté à la réunion générale.

Aucun accord ou tout autre transaction entre la Société et une autre société ne peut être affecté ou invalidé par le fait qu'un manager ou plusieurs managers est intéressé ou est le manager, directeur, associé, officier, agent, conseil ou salarié de ladite autre société. Un manager ayant une fonction de manager, directeur, officier, agent ou conseil ou étant associé ou salarié d'une autre société avec laquelle la Société entre en relation contractuelle ou s'engage dans une relation commerciale ne peut en raison du lien avec l'autre société être empêcher de voter ou d'agir eu égard aux activités en relation avec ce contrat.

En cas de conflit d'intérêt personnel, le manager doit indiquer ce conflit au conseil de gérance et ne doit pas voter la résolution en question. Tout conflit d'intérêt apparaissant au niveau du conseil de gérance doit être rapporté lors de la prochaine réunion générale préalablement à la résolution dans la mesure de ce qui est requis par la loi.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, à condition toutefois que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance ou un des gérants, ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant ensemble.

Art. 5.4. Responsabilité des Gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Chapitre 6. Transferts des Parts Sociales

Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pour cent du capital social de la Société.

Chapitre 7. Dividendes

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Chapitre 8. Exclusion des Associés

[Intentionnellement laissé en blanc]

Chapitre 9. Loi Applicable, Langue

Art. 9.1. Loi applicable. La société sera régie par les présents statuts et la législation en vigueur.

Si, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales de la Société, la Société existe en tant que Société unipersonnelle conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés telle qu'amendée; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, parmi d'autres, de la même loi sont applicables.

Art. 9.2. Langue. La version anglaise des présents statuts prévaut.

Art. 9.3. Modification des statuts. Des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le

changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis

Chapitre 10. Divers

Art. 10.1. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au à la fin de l'année sociale.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

b. Transfert du siège social de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2013 actuellement sis au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à Galileo Center, n° 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg et en conséquence modification de la première phrase de l'article 1.2 des statuts de la Société de sorte à la lire comme suit «Le siège social de la Société est établi dans la commune de Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg.»

Après approbation de ce qui précède par les parties comparantes, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

L'Associé unique a décidé de modifier et de refondre les statuts de la Société afin de leur donner la teneur reprise dans l'ordre du jour.

Seconde résolution

L'Associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2013 actuellement sis au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg à Galileo Center, n° 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg et en conséquence de modifier avec effet au 1^{er} juillet 2013, la première phrase de l'article 1.2 des statuts de la Société telle que reprise dans l'ordre du jour.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou frais sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en conséquence du présent acte notarié sont estimés à EUR 1.400.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, ce procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même partie comparante, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre la version française et la version anglaise.

DONT ACTE, le présent acte notarié fait à Luxembourg à la même date qu'en tête du présent.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante a signé le présent acte ensemble avec le notaire instrumentant.

Signé: T. KAUFFMAN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 mai 2013. Relation: RED/2013/734. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 16 mai 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013062919/535.

(130077771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2013.

Miba Lux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9530 Wiltz, 28-30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 166.581.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013029956/10.

(130036314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

AIPP Asia Select, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

EXTRAIT

Le règlement de gestion daté du 14 mai 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2013.

Pour la Société

Aberdeen Global Property Multi Manager S.A.

Signature

Référence de publication: 2013062766/12.

(130078009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2013.

AIPP Asia, Fonds Commun de Placement.

—
EXTRAIT

Le règlement de gestion daté du 14 mai 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2013.

Pour la Société

Aberdeen Global Property Multi Manager S.A.

Signature

Référence de publication: 2013062767/12.

(130078010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2013.

VCH, Fonds Commun de Placement.

—
Auflösung

Gemäß Beschluss des Vorstandes der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen am 15. Mai 2013 aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausgezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxembourg, im Mai 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft .

Référence de publication: 2013065847/1346/12.

Angeli Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3474 Dudelange, 26, rue Auguste Liesch.

R.C.S. Luxembourg B 92.322.

L'an deux mille treize, le vingt-deux mars.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

A comparu:

Monika SZARVAS, commerçante, née à Kaposvar (Hongrie) le 30 septembre 1971, demeurant à L-3474 Dudelange, 26, rue Auguste Liesch,

seule associée de ANGELI SARL avec siège à L-3441 Dudelange, 17, avenue Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce sous le numéro B 92 322, constituée suivant acte du notaire Frank MOLITOR de Dudelange en date du 5 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 415 du 16 avril 2003, modifiée suivant acte du notaire Frank MOLITOR de Dudelange en date du 7 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 398 du 14 avril 2004.

La comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, se réunit en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se considère dûment convoquée, et prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Elle modifie l'article 3 des statuts et lui donne la teneur suivante:

" **Art. 3.** La société a pour objet:

- l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec établissement de restauration,
- le commerce d'articles textiles et de vêtements, d'articles de ménage, d'articles d'horlogerie et de bijouterie, d'articles de cadeaux, la vente de bonbonnières et d'articles d'alimentation, de chocolats, bonbons et sucreries, ainsi que le commerce en général,

- l'activité d'agent immobilier,
- l'activité d'agent commercial,
- les prestations de services,
- l'import/export,
- la distribution,
- l'hôtellerie et l'hébergement
- le marketing, la publicité et le développement.

Elle peut également réaliser toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement."

Deuxième résolution

Elle transfère le siège social à L-3474 Dudelange, 26, rue Auguste Liesch. Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Déclaration

L'associée déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 5061 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont Acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte. Signé: Szarvas et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 27 mars 2013. Relation EAC/2013/4248. Reçu soixante quinze euros 75.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

Référence de publication: 2013046603/50.

(130057430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Asal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 43.722.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

EASIT SA

Signature

Référence de publication: 2013046611/12.

(130056867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Electricité Wagner S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 94.512.

—

Auszug des Protokolls der außerordentlichen Generalversammlung vorn 24 .08 .2012

„TOP 5

Die Generalversammlung dankt Frau Josee Badde-Woltz" - Berufsadresse: 9 rue Robert Stumper, 2557 Luxembourg, Luxembourg - „für ihre Tätigkeiten."

...

„TOP 6

Die Generalversammlung beschliesst, Frau Marina Grandjean" - Berufsadresse: 9 rue Robert Stumper, 2557 Luxembourg, Luxembourg - „als Rechnungsprüfer zu bestellen bis zur ordentlichen Generalversammlung für das Geschäftsjahr 2015."

...

Teilnehmer der außerordentlichen Generalversammlung vom 24.08.12 waren Aloyse Wagner (Vorsitzender), Pierre Bema (Schriftführer) und Heribert Bach (Stimmzähler).

Référence de publication: 2013046067/18.

(130056325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Green Time S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 82.851.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue au siège social le 09 Avril 2013 à 19 heures

A l'unanimité, il a été décidé ce qui suit:

1- L'Assemblée accepte la démission d'un membre du Conseil d'Administration:

- Madame Jennifer SIEJA, comptable, née le 09/05/1979 à Thionville (France), demeurant à F-57855 Saint Privat la Montagne (France), 7 Rue Saint Jacques.

L'Assemblée élit en remplacement:

- Monsieur Franck RIGOLET, directeur, né le 05/12/1962 à Alès (France), demeurant 161, Montée des Adrechs F-04100 MANOSQUE (France).

Le mandat de l'Administrateur expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2018.

Signatures

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Référence de publication: 2013046130/18.

(130055989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Willow Corp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 27.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 160.302.

EXTRAIT

Le Conseil de Gérance a pris acte du changement de la forme juridique de l'Associé «TOPAZE Luxembourg S.A.» de société anonyme en société à responsabilité limitée.

Suite à ce changement, les parts sociales sont détenues comme suit:

1) TOPAZE LUXEMBOURG S.à.r.l	40 parts sociales
2) BELSORG SA	40 parts sociales
3) JETPATH INVESTMENTS LIMITED	20 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013046499/18.

(130056087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Gamon Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 68.366.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047322/9.

(130058173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.
